



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 9 – Du 26 février au 4 mars 2021

## En bref

**Afghanistan** : Hausse des prix du carburant et des produits alimentaires à Kaboul. 15 M USD de pertes pour les entreprises de télécommunication depuis mars 2020. La majorité des médicaments importés par des canaux illégaux. Aucun progrès en six ans pour les Objectifs du Développement Durable.

**Bangladesh** : Introduction d'un régime d'assurance contre les accidents du travail dans le prêt à porter. Plus faible taux de pénétration d'assurance non-vie au monde. Diminution de l'encours de créances douteuses de 6 % en 2020.

**Inde** : *Indicateurs macro-économiques* : L'Inde renoue avec la croissance au T3 2020/21. Vers un quatrième trimestre de nouveau en contraction ? Ces annonces s'accompagnent d'importantes révisions pour les trimestres précédents. Réduction du déficit commercial en février. Augmentation des IDE au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2020/21. *Finances publiques* : Recommandation de la 15<sup>ème</sup> Commission des finances d'augmenter les subventions aux Etats fédérés. *Autres informations* : L'Inde plaide toujours auprès de l'OMC pour une dérogation à l'ADPIC.

**Maldives** : Chute du tourisme en 2020, mais forte reprise au cours des derniers mois.

**Népal** : Contraction de l'économie de 2% en 2019/20. Triplement de la dette publique en près de cinq ans. Aide de 25 M USD de la Banque mondiale pour l'achat de vaccins anti-Covid. Le secteur privé désormais impliqué dans la campagne de vaccination contre la Covid. Lignes directrices pour le développement des plateformes de paiement en ligne

**Pakistan** : L'inflation repart à la hausse en février. Progression de la collecte fiscale (8 premiers mois 2020/21) et des financements étrangers reçus (7 premiers mois 2020/21). La roupie au plus haut contre le dollar US sur un an. Hausse des rapatriements des bénéfices et de dividendes (7 premiers mois 2020/21). Le GAFI maintient le Pakistan sur la liste grise. Signature d'un nouvel accord intergouvernemental avec le Qatar pour la fourniture de gaz naturel liquéfié. Adhésion au système de Madrid pour l'enregistrement international des marques.

**Sri Lanka** : Approbation en conseil des ministres du développement du Terminal de l'Ouest du port de Colombo. L'inflation à 3,3% en février. Hausse de la production industrielle en décembre.

## Afghanistan

### Augmentation des prix à Kaboul

Le prix du carburant ainsi que celui des produits alimentaires a augmenté en raison de la fermeture de deux routes commerciales nord, pour cause de grève des transporteurs et de la fermeture du poste de douane Islam Qalat, dans l'Herat, ravagé par un incendie. Le prix du carburant au litre a augmenté de 15 AFN (+0,19 USD) au cours de ces deux dernières semaines et le prix de 40 kg de farine est passé de 1 400 AFN (18 USD) à 2 000 AFN (25 USD) soit une augmentation de près de 43%. Les habitants accusent le gouvernement de ne pas avoir contrôlé la hausse des prix.

### 15 M USD de pertes pour les entreprises de télécommunication depuis mars 2020

Les chiffres officiels révèlent que 380 pylônes ont été complètement ou partiellement détruits et 1 200 sont menacés dans les différentes régions du pays. Les entreprises touchées sont *Afghan Telecom*, *Etisalat*, *Afghan Wireless*, *MTN* et *Roshan* et seules 6 provinces sur 34 sont considérées comme sûres pour les services de télécommunication.

### La majorité des médicaments issus de la contrebande

Selon l'*Afghanistan's Food and Drug Administration*, près d'1 Md USD de médicaments ont été importés en 2019 mais seulement 4,4% par les canaux légaux des douanes afghanes. Seuls 6% des médicaments et produits pharmaceutiques consommés en Afghanistan sont produits sur place et la France en a exportés 3,4 M EUR en 2020 (4,1 M USD).

### Aucun progrès des Objectifs du Développement durable en six ans

Selon la déclaration du vice-ministre de l'Économie au cours du séminaire de 3 jours d'évaluation des progrès des ODD avec le Programme de développement des Nations

Unies. L'Afghanistan s'était notamment engagé, en 2015, à éliminer la pauvreté d'ici 2030. Selon les chiffres de l'ONU, celle-ci a augmenté l'année dernière de 55% à 72%. L'arrivée de la pandémie en Afghanistan a par ailleurs fait monter les coûts de mise en œuvre des ODD de 300 M USD.

## Bangladesh

### Introduction à titre expérimental d'un régime d'assurance contre les accidents du travail dans le secteur du prêt à porter

Soutenu par l'Organisation internationale du Travail ainsi que la GIZ, la première phase du projet (3 à 5 ans) concernerait 150 000 travailleurs (entre 50 et 100 usines), pour un coût annuel estimé à 7,4 M USD. Tous les travailleurs des usines tournées vers l'export devraient être couverts dans le cadre de la seconde phase du projet. Le coût de l'assurance par travailleur serait de 2 USD en moyenne par an. Le coût approximatif de mise en place de ce régime d'assurance représenterait 0,02% des recettes d'exportation du secteur. Pour rappel, une lettre d'intention avait été signée en octobre 2015 afin que le Bangladesh se conforme aux normes internationales.

### Plus faible taux de pénétration d'assurance non-vie au monde

Selon la compagnie suisse de réassurance *Swiss Re*, la pénétration globale de l'assurance au Bangladesh était inférieure à 0,5% du PIB en 2020, contre 3,3% du PIB en moyenne dans les pays émergents. En 2019, le taux de pénétration de l'assurance vie ne représentait que 0,3% du PIB (1,7% du PIB en moyenne dans les pays émergents). Le taux de pénétration de l'assurance non-vie représentait quant à lui seulement 0,1% du PIB (1,5% du PIB en moyenne dans les pays émergents).

## Diminution de l'encours de créances douteuses de 6 % en 2020

Selon la *Bangladesh Bank*, le niveau des prêts non performants a poursuivi en 2020 la décline amorcée en 2019, avec une baisse de 6 %, équivalant à 60 Mds BDT (600 M EUR). L'encours des prêts en défaut du secteur (*classified loans*, hors opérations offshore) atteignait fin 2020 887 Mds BDT (8,9 Mds EUR) contre 943 Mds BDT en 2019 (9,4 Mds EUR). Les PNP représentaient fin 2020, 7,7% des encours de prêts contre 8,9% fin 2019. Le ratio des créances douteuses est passé de 9,3% fin 2019 à 8,1% fin 2020, où l'encours global s'élevait à 11 588 Mds BDT (116 Mds EUR). Cette évolution s'explique en grande partie par la modification des classifications décidée en mars 2020 par la Banque centrale et valable jusqu'en décembre dernier; le régulateur a également accordé d'importantes facilités de rééchelonnement aux débiteurs.

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

#### L'Inde renoue avec la croissance au T3 2020/21

Après deux trimestres consécutifs en territoire négatif, l'économie indienne renoue avec la croissance au T3 2020/21, et sort de la récession. Le PIB réel croît de 0,4% en g.a. après -24,4 et -7,3 respectivement aux T1 et T2 2020/21. La valeur ajoutée (VA) augmente de 1 % en g.a. (après -22,4 % au T1 et -7,3% au T2). Le secteur agricole maintient une croissance, avec 3,9% en g.a. tandis que le secteur industriel confirme l'embellie entrevue au T2 pour s'afficher en expansion au T3 (+2,7%), porté par le dynamisme de la production d'électricité (+7,3% en g.a.) et celui retrouvé de la construction (+6,2% en g.a.). Enfin, si les services restent en territoire négatif au terme du T3, une amélioration importante dans l'ensemble des sous-composantes permet de limiter la contraction à -1% en g.a. après -21,4 et -11,3% lors des deux précédents trimestres.

Selon l'optique des dépenses, les investissements ont enregistré une reprise avec une croissance de 2,6% en g.a., un plus haut de cinq trimestres. Une contraction moins profonde a été observée dans la consommation privée, qui s'est améliorée à -2,4% en g.a. au T3 après deux trimestres de contraction à deux chiffres, tandis que les dépenses de consommation des administrations publiques se sont redressées à -1,1% contre -24% au T2.

#### Vers un quatrième trimestre de nouveau en contraction ?

Globalement, en termes constants, le PIB a enregistré une contraction de 10,4% au cours des 9 mois de l'exercice 2020/21, à comparer à une croissance de 4,4% un an auparavant. Par ailleurs, le bureau national de statistique a publié une révision de ses estimations de croissance pour l'ensemble de l'exercice budgétaire, avec une contraction du PIB désormais anticipée à -8% (-7,7% pour l'estimation de janvier dernier) et -6,5% pour la VA (-7,2% pour l'estimation de janvier).

Les données au terme des neuf premiers mois de l'exercice ainsi que la nouvelle révision de croissance pour l'ensemble de l'exercice impliqueraient une contraction du T4 (janvier-mars 2021) de 1,1%, conséquence de la réintégration d'opérations extrabudgétaires (considérées pour la plupart comme des subventions) dans la révision du budget effectuée le 1er février dernier.

#### Ces annonces s'accompagnent d'importantes révisions pour les trimestres précédents

Ces annonces s'accompagnent toutefois de révisions importantes pour les deux premiers trimestres de l'exercice budgétaire en cours. Initialement estimés à -23,9 et -7,5%, les deux trimestres ont fait l'objet de révisions de respectivement -50 et +20 pnb. De même, la croissance de l'exercice 2019/20 a ainsi été révisée à 4%, soit une baisse de 20 pnb.

### Réduction du déficit commercial en février

Les données provisoires sur le commerce des marchandises pour février 2021 montrent que la croissance des exportations s'est modérée à seulement -0,3% en glissement annuel contre 6,2% en janvier. La croissance des importations s'est améliorée à 7% en glissement annuel en février contre 2% en janvier. Dans l'ensemble, le déficit commercial s'est modéré à 12,9 Mds USD en février, après 14,5 Mds USD en janvier.

### Augmentation des IDE au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2020/21

L'Inde a attiré un total d'IDE de 67,5 Mds USD entre avril et décembre 2020, soit une augmentation voisine de 22% en g.a. En outre, les entrées de capitaux propres ont augmenté de 40% au cours de la période considérée pour atteindre 51,5 Mds USD (contre 36,8 Mds USD un an plus tôt). Les autres composantes des IDE sont les bénéfices réinvestis et les autres capitaux.

### Finances publiques

#### Recommandation de la 15ème Commission des finances d'augmenter les subventions aux Etats fédérés

Selon un rapport d'*India Ratings & Research*, cette recommandation vise à compenser la faible croissance de la fiscalité dévolue. Pour rappel, les recettes fiscales partageables – *le divisible pool* – sont constituées de l'ensemble des revenus d'impositions perçus par l'Etat central, à l'exception des surtaxes et des taxes levées pour être allouées à des dépenses spécifiques (*cess*), et nettes des coûts de perception. Or le rapport, met précisément en exergue l'augmentation continue de la part des surtaxes prélevées par l'Etat central, qui sont passées de 10,4% du total des recettes fiscales pour l'exercice 2011/12 à 19,9% pour l'exercice 2020/21.

### Autres informations

#### L'Inde plaide toujours auprès de l'OMC pour une dérogation à l'ADPIC

L'Inde plaide toujours pour une dérogation temporaire aux obligations de propriété intellectuelle concernant les brevets relatifs au développement de vaccins. Alors que pas moins de 57 pays Membres, pour la plupart des pays en développement et des PMA, ont coparrainé la proposition de dérogation, les États-Unis, l'UE, la Suisse et le Japon continuent de s'y opposer.

### Maldives

#### Chute du tourisme en 2020, mais forte reprise au cours des derniers mois

Au cours de l'année 2020, 555 494 touristes sont arrivées aux Maldives (par avion), soit un effondrement de -67,4% en glissement annuel. Les recettes fiscales liées à l'activité touristique ont été de 1,4 Mds USD, contre 3,2 Mds USD en 2019 (soit - 56 % en g.a). Les trois premiers pays émetteurs sont respectivement l'Inde (62 960 visiteurs ; - 62,1% en g.a) ; la Russie (61 387 ; - 26,4%) et le Royaume-Uni (52 720; -58,2%). La France se classe à la 7ème position avec 28 031 visiteurs, soit -53,1% en g.a, pour une part de marché de 5%. Les arrivées des touristes étrangers avaient été suspendues le 27 mars 2020 à cause de la pandémie du COVID-19 puis de nouveau autorisées à partir du 15 juillet 2020. Le secteur connaît une forte reprise depuis l'automne. Alors que seules 7636 arrivées par air ont été enregistrées en août (soit -94,5% en g.a), celles-ci ont été de 96 412 en décembre (-43,7% en g.a). Le séjour moyen des visiteurs a été de 7,2 jours en 2020 contre 6,3 l'année précédente.

## Népal

### Contraction de l'économie de 2% en 2019/20

Selon les dernières révisions du *Central Bureau of Statistics*, la croissance s'est contractée de 2 % lors du dernier exercice (clôt mi-juillet 2020), en raison de la pandémie de Covid-19. En avril 2020 les prévisions étaient de +2,3 %, revues à la baisse au premier trimestre 2020/21 (mi-juil. à mi-sept.) à -4,6 % mais la reprise de l'économie aurait alors permis de limiter la chute. Par ailleurs, le *Central Statistics Office* a annoncé un changement dans le calcul du PIB, calculé jusqu'alors sur la base des prix de l'exercice 2000/01, il sera désormais calculé sur celle des prix de l'exercice 2010/11 pour mieux correspondre aux évolutions actuelles de l'économie. Selon ces révisions, le PIB du Népal est de 3 940 Mds NPR (33,5 M USD).

### Triplement de la dette publique en près de cinq ans

Selon le ministère des Finances, la dette a atteint 1 500 Mds NPR (12,8 Mds USD) à la moitié de l'exercice en cours (mi-juillet – mi-juin) contre 545 Mds en 2014/15 (4,6 Mds USD). La dette publique du Népal représente désormais 40% de son PIB. L'augmentation de la dette a été progressive ces dernières années mais s'est fortement accélérée avec la reconstruction entamée après le séisme de 2015 (8 000 victimes et 700 Mds NPR de pertes soit 6 Mds USD). Or en raison de la pandémie de Covid-19, le gouvernement n'est parvenu à collecter que 75,6% des recettes prévues par la loi de finances 2019/20 (841 Mds NPR sur les 1 110 Mds NPR espérés (7,2/9,4 Mds USD)).

En outre, les recettes de 2020/21 ont été revues à la baisse, ramenées de 1 010 Mds NPR à 932 Mds NPR. Si la soutenabilité des finances du Népal n'est pour l'heure, pas remise en cause, la bonne utilisation de certains prêts souscrits pose question. Ainsi la révision du budget de mi-exercice a montré que seuls 15% des fonds prévus pour le *National Pride Projects* ont été dépensés.

### Aide de 25 M USD de la Banque mondiale pour l'achat de vaccins anti-Covid

Pour l'instant, le Népal a déboursé 1 M NPR pour l'achat de vaccins et selon les chiffres officiels le pays aurait besoin de 48 M NPR pour vacciner 52% de la population, soit 30 M de personnes. Si l'OMS prend en charge la vaccination de 20% de la population (programme COVAX), le gouvernement, pour vacciner les autres 32% devra faire largement appel à l'aide internationale. En avril 2019, la Banque mondiale avait déjà soutenu le Népal dans le cadre du projet *COVID-19 Emergency Response and Health Systems Preparedness*, à hauteur de 29 M USD.

### Le secteur privé désormais impliqué dans la campagne de vaccination contre la Covid

Le secteur privé a été autorisé à augmenter le prix de la vaccination de 10%, ce qui va renchérir le prix du vaccin à 2 200 NPR par dose, soit 15,4 EUR ou 18,7 USD.

### Lignes directrices pour le développement des plateformes de paiement en ligne

La Banque centrale a interdit l'application de frais de paiement pour les transactions effectuées par QR-code dans le *Nepal QR Code Standardization Framework and Guidelines* publié ce lundi. Ce document vise à réguler ce mode de paiement qui a nettement gagné en popularité depuis la pandémie.

Par ailleurs, la Banque a doublé le plafond autorisé pour les transactions dématérialisées (mobile et internet). Le plafond des paiements mobiles est désormais de 200 000 NPR (1 711 USD) et celui des paiements par internet (achats ou transferts) est de 2 M NPR (17 108 USD).

## Pakistan

### L'inflation repart à la hausse en février

L'indice des prix à la consommation progresse de 8,7 % en glissement annuel, à comparer à 5,7 % en janvier et à 8 % en décembre 2020. L'inflation s'affiche en hausse après quatre mois de baisse consécutive. L'indice enregistre également une augmentation de 1,8 % rapport au mois précédent (après -0,2 % un mois plus tôt). Cette situation s'explique notamment par la récente hausse des prix de l'énergie (électricité, gaz et carburants). La progression des prix des produits alimentaires non périssables – qui comptent pour 29,6 % de l'indice – s'accélère (+14,7 % en g.a. après +12,6 % un mois plus tôt). L'inflation moyenne s'établit à 8,3 % sur les huit premiers mois de l'exercice 2020/21 (juillet à juin), à comparer à 11,7 % sur la période considérée en 2019/20.

### Progression de la collecte fiscale sur les huit premiers mois 2020/21

Selon un communiqué de presse publié par l'administration fiscale fédérale (Federal Board of Revenue), cette dernière aurait collecté 2 916 Mds PKR (18,5 Mds USD, nets des remboursements effectués) d'impôts et de taxes sur la période courant entre juillet 2020 et février 2021. Le montant collecté s'affiche en hausse de 6 % en glissement annuel et dépasse ainsi l'objectif fixé. Il ne représente toutefois que 9,9 % du PIB sur la période considérée.

### Progression des financements étrangers reçus sur les sept premiers mois 2020/21

Le montant total des déboursements atteint 6,7 Mds USD, en hausse de 6 % en g.a. Les financements étrangers reçus à la fin janvier 2021 représentent 54 % de la cible fixée par les autorités pour l'exercice budgétaire en cours (12,2 Mds USD). Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 2,9 Mds USD quand ceux des bailleurs bilatéraux atteignent 265 M USD. Le Pakistan a également reçu 1 Md USD de

la Chine sous forme de dépôt à la Banque centrale. Les emprunts auprès des banques commerciales – destinés au remboursement des prêts commerciaux arrivant à maturation – s'affichent quant à eux à 2,7 Mds USD, soit 41 % du montant total des financements étrangers reçus sur la période considérée.

### La roupie pakistanaise atteint son niveau le plus haut face au dollar depuis un an

A 157,13 PKR/USD. A titre de comparaison, la roupie pakistanaise s'échangeait à 168,05/USD au 30 juin 2020 (à la fin de l'exercice 2019/20) et à 154,29 PKR/USD le 3 mars 2020. Cette appréciation s'explique principalement par le dynamisme des transferts de travailleurs expatriés et des financements étrangers. Ces derniers devraient rester soutenus à moyen terme en lien avec la reprise annoncée du programme FMI, cela après un an d'interruption.

### Hausse des rapatriements des bénéfiques et de dividendes sur les sept premiers mois 2020/21

Ils enregistrent une hausse de 8,3 % en g.a. pour dépasser 1 Md USD (93,8 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille). Les flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée (1,1 Md USD) sont ainsi supérieurs au montant des rapatriements de bénéfiques et de dividendes. Les principaux pays vers lesquels les bénéfiques et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (35,3 % du total), les Etats-Unis (19 %) et Malte (8,9 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur alimentaire (21,5 % du total), suivi par les services financiers (13,3 %) et le secteur des communications (11,7 %).

### Le GAFI maintient le Pakistan sur liste grise

Le pays a été placé en juin 2018 sur la liste grise du GAFI identifiant les juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Afin de prouver sa conformité aux standards internationaux, les

autorités se sont engagées à mettre en œuvre un plan d'action dont le calendrier d'exécution s'étalait initialement de janvier à septembre 2019. Lors de la réunion plénière qui s'est tenue en visioconférence du 22 au 25 février 2021, le GAFI a reconnu les importants progrès accomplis par le Pakistan sur l'ensemble du plan d'action (qui concerne exclusivement la lutte contre le financement du terrorisme). Trois items restent toutefois en suspens (24 sur 27 seraient en effet majoritairement traités à ce jour, contre 21 en octobre 2020, 14 en février 2020 et 5 en octobre 2019). Le GAFI appelle le Pakistan à achever la mise en œuvre de son plan d'action d'ici juin 2021, date de la prochaine session plénière.

#### Signature d'un nouvel accord intergouvernemental avec le Qatar pour la fourniture de gaz naturel liquéfié

Ce nouveau contrat passé avec *QatarGas* porte sur une durée de dix ans avec un tarif négocié à 10,2 % du prix du Brent (à titre de comparaison, le prix moyen des achats de court terme serait de 11,9 % du prix du Brent selon le gouvernement). Il comporte une clause permettant de revoir les prix après quatre ans. Son entrée en vigueur est prévue au 1er janvier 2022. Compte tenu de l'augmentation attendue des besoins en approvisionnement du pays, les quantités de GNL visés par ce contrat passeront de deux cargos par mois, soit 200 M de pieds cubes par jour au total, à trois cargos en 2023 et à quatre cargos en 2024. Pour mémoire, le Pakistan avait déjà signé un contrat de fourniture de GNL de long terme avec la Qatar en 2015 pour sécuriser son approvisionnement. Le gouvernement pakistanais entend économiser 300 M USD par an par rapport à l'accord précédent dont les conditions étaient les suivantes : tarif à 13,37 % du prix du Brent pour une durée de 15 ans avec une clause de révision des prix après 10 ans.

#### Adhésion au système de Madrid pour l'enregistrement international des marques

Cet accord géré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) offre un

système centralisé d'enregistrement des marques à l'international qui facilite l'accès au marché mondial. L'adhésion du Pakistan à ce système vise ainsi à faciliter la protection des marques pakistanaises dans 124 pays membres.

## Sri Lanka

#### Approbation en conseil des ministres du développement du Terminal de l'Ouest du port de Colombo

Le conseil des ministres a approuvé le 1er mars le projet de développer le Terminal à conteneurs Ouest (WTC) du Port de Colombo avec l'Inde et le Japon. Le développement de ce terminal se fera sous la forme d'un BOT (construction, gestion et transfert) de 35 ans. L'investisseur indien évoqué sur ce projet est la société *Adani Ports (APSEZ Consortium)* associé avec le groupe privé sri-lankais *John Keells* déjà actionnaire d'un des terminaux du port. Le rôle du Japon n'est pas encore précisé (il devrait fournir le financement pour l'acquisition des équipements).

Pour rappel, le gouvernement a décidé le mois dernier que le Terminal de l'Est (ECT) serait entièrement détenu et opéré par la SLPA, remettant ainsi en cause un accord tripartite signé en mai 2019 avec les gouvernements japonais et indien sur la gestion du Terminal de l'Est du Port de Colombo. D'après cet accord, il était prévu que ce dernier soit détenu à hauteur de 51% par la SLPA, tandis que les parts restantes devaient revenir aux deux pays partenaires.

#### L'inflation à 3,3% en février

Le taux d'inflation mesuré par le *Colombo Consumer Price Index (CCPI, base 100 en 2013)* s'élevait à +3,3% en février en glissement annuel (contre +3% en janvier et +4,2% en décembre). La hausse des prix des biens alimentaires s'est accélérée en février à +7,9% en g.a (contre +6,8% en janvier). La hausse des prix des biens non-alimentaires poursuit son ralentissement à +1,3% en g.a. (contre +1,4% en janvier). L'inflation CCPI

moyenne des 12 derniers mois (moving average inflation) s'établit en février à +4,1% contre 4,3% en janvier.

### Hausse de la production industrielle en décembre

Selon le Département des statistiques, l'indice de production industrielle (IPP) mesuré en décembre 2020 était de 110,7 points (base 100 en

2015), traduisant une hausse de +2% en glissement annuel et un gain de +3,8 points par rapport au mois de novembre 2020 (IPP de 106,9). Pour le mois de décembre, la hausse de la production est marquée pour les produits pharmaceutiques (+46,8% en g.a), les machines et équipements (+40,1%) et le textile +35,9% (hors prêt-à-porter). A l'inverse, la production de produits métalliques a chuté de -17,7% en g.a, et celle des produits chimiques de -15,3%.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi  
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr  
© DG Trésor